

Coup de filet planétaire : "Lorsqu'il est réprimé, le crime organisé se déplace"

L'agence européenne de police Europol et le FBI ont annoncé mardi 8 juin, le démantèlement d'un vaste réseau lié au crime organisé. L'opération a été réalisée grâce à une messagerie cryptée conçue par le renseignement américain. Si le modus operandi est inédit, plusieurs saisies de ce type peuvent-elles à terme mettre fin aux réseaux criminels ? Pour y voir plus clair sur les enjeux de la traque du banditisme international, *Marianne* s'est entretenu avec le criminologue Xavier Raufer, auteur de nombreux ouvrages sur le sujet.

Marianne : En quoi l'ampleur de cette collaboration internationale est-elle inédite ?

Xavier Raufer : Trois semaines après la chute du mur de Berlin avant Noël 1990, des prostituées de Pologne et de Russie arpentaient les rues de Paris. La criminalité s'est adaptée à la mondialisation avec la rapidité de la foudre. Il a fallu de nombreuses années pour que les États réagissent et en arrivent là. Toutes les opérations récentes visaient le même objectif : arrêter les bandits malgré l'illusion qu'ils pouvaient avoir d'une sécurité acquise grâce à la technologie. La mondialisation a aboutie à créer d'immenses trous dans la raquette, comme en témoigne le récent piratage au rançon logiciel de Colonial Pipeline (N.D.L.R. : un gang de hackers avait paralysé la livraison de carburant sur la côte est des États-Unis début mai en s'attaquant à un oléoduc) Depuis toujours le monde illicite parasite le monde licite. Les nouvelles technologies ont permis aux criminels de croire à leur impunité. À un moment donné il était évident que certains se fassent rattraper, mais il se peut que ce soit seulement les moins malins.

Les criminels sont connus pour exploiter chaque faille du système lorsqu'ils en trouvent une. Les télécommunications créent-elles davantage de vulnérabilité ou d'agilité ?

On ne pouvait pas détourner d'avion avant l'invention de l'aéronautique. En effet, dès que l'humain réalise une invention, la dimension criminelle arrive. Tout le monde s'engouffre dans les nouveautés. Il faut être naïf comme les hippies de la *Silicon Valley* pour s'imaginer que tout irait mieux dans le meilleur des mondes. Il y a une forme de cynisme tranquille des Gafam à propos des piratages. Les groupes de la tech ne considèrent pas le problème comme fondamental. Un peu l'équivalent d'une boutade de l'aristocratie russe « *parole donnée à un moujik n'engage pas noble seigneur* ». La devise libertarienne des Gafam est résumée par eux-mêmes de cette manière « *move fast and break things* » (foncer et casser les choses). Cette doctrine a consisté à construire des ordinateurs plus sophistiqués, mais aussi de rendre possible les piratages de réseaux, voir plus récemment de subtiliser les codes sources de Microsoft.

Le directeur adjoint du FBI s'est vanté d'avoir pu observer des photos « de centaines de tonnes de cocaïne dissimulée dans des fruits ». Pourtant seules 7 tonnes ont été saisies. Ne sommes-nous pas en train de grossir à la loupe un butin à relativiser ? Est-il possible de réellement endiguer les trafics ?

Félicitons les policiers et les experts du cyber d'avoir réussi à piéger ces bandits, même si on peut parler d'une goutte d'eau dans un océan de trafic. Il est compréhensible qu'ils se vantent des saisies, car ils ont eu l'habitude de capturer une tonne de cocaïne tout au plus. Cette fois-ci, c'est sept tonnes. Il faut comprendre que la marge des entreprises traditionnelles correspond à 2 ou 3 % de leur chiffre d'affaires. Tandis que celle du commerce des stupéfiants est constamment au-dessus de 50. Dans ces conditions, les richesses accumulées sont telles que le taux de perte peut être important.

La France consomme chaque mois de 30 à 35 tonnes de cannabis, l'an passé, toutes les saisies confondues font 96 tonnes, selon le Service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée (Sirasco). Ce qui représente un impôt sur les trafiquants d'environ 24 à 26 %. Ce que l'appareil d'état français prélève sur les trafics internationaux est moindre que l'impôt sur les sociétés (30 %). Il faudrait passer à plus de 50 % d'interception pour réussir à endiguer les trafics. Personne n'a jamais réussi à le faire. Cela fait trente ans que de manière interrompue, 3 pays exportent de 300 à 500 tonnes de cocaïne vers l'Europe par an. Ni les Américains ni personne d'autre n'ont réussi à les empêcher. Dans le cas de la Colombie, les États-Unis ont simplement repoussé les laboratoires au fond de l'Amazonie pour que la voie d'exportation passe par le bassin Amazonien puis par l'Atlantique. En somme, ils ont déplacé le problème. Si vous saisissez suffisamment de cocaïne, le prix va doubler, et les criminels en pâtiront. Toutefois, ce prix n'a jamais augmenté en trente ans, et même plutôt baissé.

Comment Europol et Interpol fonctionnent ?

Europol est un office de police de coordination de l'Union européenne. Ils sont basés à La Haye là où justement cohabitent de nombreux trafiquants... Des personnes sont envoyées par toutes les forces de police de l'Union, spécialisées dans les domaines du terrorisme, du crime organisé et du cyber. Quant à Interpol, c'est un office dépendant de l'ONU où 150 pays cohabitent. L'organisme est principalement concentré sur l'encadrement des extraditions. Quand un individu dangereux est recherché, les États envoient une fiche à Interpol pour l'arrêter. On parle alors de coordination de renseignements.

Selon vous, les moyens accordés à ces organismes sont-ils suffisants ?

Il n'y a jamais assez de moyens. En outre, chaque pays européen conserve sa souveraineté. Ce sont des échanges et de la coordination qui ont lieu. Ces organismes n'ont le droit d'arrêter personne, mais seulement de coordonner des polices nationales. Si l'on prend l'exemple d'entités criminelles comme le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan placé sur la liste des organisations terroristes par la Turquie, l'Union européenne et les États-Unis) ou les mafias nigérianes, seul Europol peut savoir ce qu'ils fabriquent sur le continent en mettant en commun le renseignement. Europol fait d'ailleurs le comptage précis des actes criminels, terroristes etc..

De nombreux pays européens et du Commonwealth ont participé à l'opération, mais qu'en est-il des états où le trafic de drogue est très présent, comme le Mexique par exemple ou la Colombie ? Les services collaborent-ils avec eux ?

La difficulté à échanger des informations avec les pays qui hébergent le narcotraffic est énorme. En parlant à leurs officiels, il y a toujours la question sous-jacente de la corruption. Les échanges sont limités par la nature même des choses, car on ne peut pas faire leur faire pleinement confiance. De manière plus générale, dès qu'il s'agit d'échanger des secrets, c'est le tête à tête qui marche le mieux. Dans l'histoire récente de l'Europe continentale, l'ETA, le plus dangereux des mouvements terroristes indépendantistes du continent, fut vaincu parce que seuls deux pays, l'Espagne et la France, étaient autour de la table. Tandis que lors des négociations à Bruxelles, on ne sait pas qui l'on peut mettre dans la confiance. Ce sont les limites de la coopération multilatérale. La mafia quant à elle garde bien ces secrets. Europol fonctionne au coup par coup, sur des enquêtes précises et très limitées. Comme disaient les mafieux de Chicago, ville de Al Capone : "Three is a crowd" (Trois est une foule). ■